

Les besoins des enfants et des familles ne prennent pas de vacances

Nos enfants et leur éducation devraient être la priorité de la nation. Plusieurs le disent depuis longtemps. En ce début de campagne électorale, nous souhaitons ajouter : ce devrait être une priorité 12 mois par année, et non seulement de la rentrée scolaire à la fin des classes.

Lorsque les écoles ferment leurs portes en juin, les besoins des familles et des enfants demeurent bien présents. La conciliation famille-travail reste un défi quotidien et les enfants ont toujours besoin d'environnements stimulants et sécuritaires pour apprendre, socialiser et s'épanouir.

Partout au Québec, les camps de jour et les camps de vacances ont donc pris le relais du milieu scolaire encore cet été, en accueillant plus de 500 000 jeunes sur quelque 4000 sites. Malheureusement, malgré leur rôle incontournable joué auprès des familles québécoises, les camps demeurent encore trop peu présents dans les politiques gouvernementales. Pourtant, des solutions simples permettraient de lever plusieurs obstacles qui freinent leur capacité à remplir pleinement leur mission.

Des défis importants, des solutions à portée de main

Premier défi : l'accessibilité. Pour les parents, l'inscription aux camps est un rituel stressant chaque printemps. Pour les moins fortunés d'entre eux, cette course aux places s'accompagne d'un important stress financier. Cela crée des inégalités dans l'accès aux camps, notamment ceux offrant de l'hébergement, qui deviennent hors de portée pour un nombre croissant de familles. Les jeunes à besoins particuliers sont souvent les premiers à en subir les conséquences, ce qui accentue les écarts d'apprentissage durant l'été. Il devient ainsi impératif de bonifier l'aide financière offerte aux parents, notamment le crédit d'impôt, qui n'a pas suivi l'évolution des coûts.

Autre défi : les infrastructures. L'accès aux installations publiques demeure inégal et imprévisible selon les régions et les centres de services scolaires. Des locaux deviennent indisponibles en raison de travaux ou d'enjeux logistiques, parfois même sans que les camps en soient informés à l'avance. Ailleurs, des bâtiments ne sont pas adaptés aux épisodes de chaleur extrême. Ces situations compliquent considérablement l'organisation des activités, nuisent aux services et limitent la durée de plusieurs camps. En parallèle, les camps de vacances qui disposent de leurs propres installations doivent composer avec un parc d'infrastructures vieillissantes. Des programmes de soutien mieux adaptés permettraient de réaliser les travaux nécessaires à la pérennité de ce patrimoine collectif.

Enfin, il y a l'enjeu de la sécurité et de la qualité. L'Association des camps du Québec (ACQ) a développé un processus de certification rigoureux reposant sur plus de 80 normes. Or, cette certification demeure volontaire et, pour les familles, il peut être difficile

de distinguer les organisations qui répondent à ces standards de celles qui ne le font pas. Pour y remédier, l'ACQ et ses partenaires, en étroite collaboration avec la Direction du sport, du loisir, de l'activité physique et du plein air du ministère de l'Éducation, travaillent à la création d'un répertoire québécois permettant d'identifier clairement les camps qui se conformeraient à une dizaine d'exigences minimales, une mesure simple pour mieux informer les parents et favoriser des standards élevés de sécurité partout au Québec.

Des engagements à la hauteur du rôle des camps

Pour les familles et les enfants du Québec, le temps est venu d'accorder aux camps l'attention qu'ils méritent. Chaque été, des milliers de jeunes y développent leur autonomie, leur confiance et leur capacité à vivre en groupe, dans le plaisir, loin des écrans. Les camps complètent ainsi le parcours éducatif des enfants.

Nous invitons les partis politiques à prendre quatre engagements simples : rendre les camps de jour et de vacances plus accessibles aux familles, garantir un accès plus prévisible aux infrastructures publiques pour les camps de jour, soutenir la mise à niveau des installations des camps de vacances et appuyer la création d'un répertoire national des camps.

Si l'éducation de nos enfants est une priorité pour eux, l'avenir des camps devrait l'être aussi. Car les besoins des familles et des enfants ne prennent pas de vacances.

Éric Beauchemin, directeur général de l'Association des camps du Québec

Justine Laberge, directrice générale de l'Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées

Isabelle Lizée, directrice générale de l'Espace Muni

Rémi Richard, Directeur général de l'Association québécoise du loisir public

Marilyse Richard-Robert, présidente de l'Association des camps du Québec

Mélanie Sanschagrin, directrice générale de la Fédération québécoise des centres communautaires de loisir

Sébastien Théberge, président de Sports Québec

Corinne Vachon Croteau, directrice générale du Réseau pour un Québec famille

Sonia Vaillancourt, directrice générale du Conseil québécois du loisir